

- . Présentation par le Commissariat Central des éléments relatifs à la délinquance dans l'agglomération havraise et à Harfleur
- . Démission Monsieur Jean LOYEN, Conseiller Municipal

## **DÉLIBÉRATIONS**

### **N° 19 04 01**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-neuf avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le dix-neuf avril deux mille dix-neuf s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle habituelle de ses délibérations.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

**PRÉSENTS** : Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, M. Yoann LEFRANC, M. Dominique BELLENGER, M. Michel TOULOUZAN, Mme Michèle LEBESNE, Mme Estelle BERNADI, Mme Catherine LESEIGNEUR, M. François GUÉGAN, M. Jean-Gabriel BRAULT, M. Noël HERICIER, Mme Isabelle PIMONT, M. Gilles DON SIMONI, M. Philippe TESSIER.

**ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉS PROCURATION** : Mme Yvette ROMERO à Mme Christine MOREL, M. Hervé TOULLEC à M. François GUÉGAN, Mme Sandra LE VEEL à Mme Catherine LESEIGNEUR.

**ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION** : M. Grégory LESEIGNEUR, M. Guillaume PONS, Mme Blandine TRUPCHAUX, Mme Nacéra VIEUBLÉ, M. Rémi RENAULT.

**ABSENTS** : Mme Coralie FOLLET, M. Stéphane LEROUX, M. Logan CORNOU, Mme Sabrina MONTIER, M. Jean-Luc DEMOTIER.

### **Conseillers Municipaux :**

Conseillers Municipaux en exercice	27
Présents	14
Procurations	3
Absents excusés	5
Absents	5
Votants	17

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

## **N° 19 04 01B**

### **Ordre du Jour**

#### **. Modification – Acceptation**

L'article L 2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que la convocation indique les questions à l'ordre du jour. La convocation du présent Conseil Municipal vous a été transmise le 19 avril 2019. Conformément à l'article 3 du règlement intérieur du Conseil Municipal, il est proposé l'ajout du point suivant :

## **N° 19 04 24B**

### **AFFAIRES GÉNÉRALES**

#### **SERVICE A LA POPULATION**

Agence Postale de Beaulieu

Convention avec LA POSTE

. Résiliation – Signature - Autorisation

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

## **N° 19 04 02**

### **Secrétaire de séance**

#### **Constitution du bureau de vote**

#### **. Désignation**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal doit procéder au début de chaque séance à la nomination d'un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Monsieur Yoann LEFRANC est désigné pour remplir cette fonction.

Par ailleurs, avant de procéder aux différents élections, le Conseil Municipal doit désigner au moins deux assesseurs pour constituer le bureau de vote. Madame Estelle BERNADI et Monsieur Gilles DON SIMONI soient désignés à cet effet.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

## **N° 19 04 03**

### **DÉCISIONS**

#### **Délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal**

#### **. Communication**

Le Conseil Municipal prend connaissance des décisions ci-dessous :

<b>Date</b>	<b>Objet</b>	<b>Date dépôt Sous- préfecture</b>
<b>AFFECTATIONS PROPRIÉTÉS COMMUNALES</b>		
<b>18-03-2019</b>	<b>Propriété 11/13 Rue Lecarnier Section Syndicale CGT du Personnel de la Ville . Convention précaire à titre gracieux - Renouvellement - Signature - Autorisation</b>	<b>21-03-2019</b>
<b>18-03-2019</b>	<b>Propriété 11/13 Rue Lecarnier Association Construisons ensemble . Convention précaire - Renouvellement - Signature - Autorisation</b>	<b>21-03-2019</b>
<b>18-03-2019</b>	<b>Propriété 11/13 Rue Lecarnier Association des Loisirs et des œuvres Sociales des Employés Communaux de la Ville d'Harfleur . Convention précaire à titre gracieux - Renouvellement - Signature - Autorisation</b>	<b>21-03-2019</b>

Date	Objet	Date dépôt Sous- préfecture
18-03-2019	Propriété 10 rue Jean Barbe Association Compagnons du Tour de France des devoirs unis . Convention précaire - Renouvellement - Signature - Autorisation	21-03-2019
26-03-2019	Parc de stationnement Arthur Fleury Place de stationnement N° 33 M. et Madame BARBARAY Landry . Attribution - Signature - Autorisation	01-04-2019
27-03-2019	Local Chaussée Maréchal Joffre à l'association CAHB pétanque . Convention d'occupation - Renouvellement - Signature - Autorisation	04-04-2019

### **INFORMATIONS COMMUNIQUÉES**

#### **N° 19 04 04**

#### **CONSEIL MUNICIPAL**

#### **Détermination du nombre d'Adjoints au Maire**

#### **. Adoption**

Madame le Maire propose de fixer à huit le nombre des Adjoints au Maire.

#### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

#### **N° 19 04 05**

#### **CONSEIL MUNICIPAL**

#### **Élection du 8<sup>ème</sup> Adjoint**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122-4, L 2122-7, L. 2122-7-2, L 2122-10 et L 2122-15,

VU la délibération de ce jour fixant à huit le nombre d'Adjoints au Maire,

CONSIDÉRANT la vacance d'un poste d'Adjoint au Maire,

CONSIDÉRANT que pour assurer le bon fonctionnement de la municipalité, il est nécessaire de pourvoir au poste vacant,

CONSIDÉRANT qu'en cas d'élection d'un seul Adjoint, celui-ci est élu au scrutin à la majorité absolue,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- que l'Adjoint à désigner occupera, dans l'ordre du tableau des adjoints, le 8<sup>ème</sup> rang.

PROCÈDE à l'élection du 8<sup>ème</sup> Adjoint : À la question de Madame le Maire : Y a-t-il des candidats ? Madame Catherine LESEIGNEUR est présentée par le Groupe Communiste et Républicain.

Le vote a lieu à bulletin secret et le dépouillement donne les résultats suivants :

Inscrits	27
Votants	17
Déclarés blancs et nuls par le bureau	0
Suffrages exprimés	17
Majorité absolue	9

Madame Catherine LESEIGNEUR ayant obtenue la majorité absolue au premier tour est élue 8<sup>ème</sup> Adjointe au Maire de la Commune d'Harfleur.

**N° 19 04 06**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Missions déléguées aux Adjointes et Conseillers Municipaux**

**. Information**

Le tableau des missions déléguées s'établit comme suit, et seront effectives à compter du 30 avril 2019 :

<b>Secteurs non délégués</b>	Intercommunalité
	Sécurité publique
	Urbanisme
	Démocratie participative
	Vie associative
	Emploi
	Attractivité : Stratégie Touristique, Économie / Commerces / Marchés
	Services municipaux : organisation générale des services, Communication, Nouvelles technologies, Élections, Affaires immobilières
<b>1<sup>ère</sup> Adjointe Sylvie BUREL</b>	Affaires sociales / C.C.A.S
	Retraités / Politique gérontologique
	Familles
	Logement
<b>2<sup>ème</sup> Adjoint Yoann LEFRANC</b>	Travaux espaces publics
	Cadre de vie de la ville et des quartiers
	Circulation et stationnement
	Transports publics
	Gestion des déchets
<b>3<sup>ème</sup> Adjointe Yvette ROMERO</b>	Finances
	Enseignement/Affaires scolaires et Périscolaires
	Restauration municipale
	Maintenance et hygiène des locaux
<b>4<sup>ème</sup> Adjoint Dominique BELLENGER</b>	Personnel municipal
	Vie sportive
	Travaux bâtiments publics et suivi commissions de sécurité
	Relations avec les habitants
	Risques majeurs
<b>5<sup>ème</sup> Adjoint Michel TOULOUZAN</b>	Culture
	Patrimoine et parcours historiques
	Animations touristiques
	Animations ENS domaine Colmoulins
	Locations et prêts de salles et de matériels

<b>6<sup>ème</sup> Adjointe</b> <b>Michèle LEBESNE</b>	Handicap / Accessibilité
	Santé
<b>7<sup>ème</sup> Adjointe</b> <b>Estelle BERNADI</b>	Petite enfance / Enfance (0 -12 ans)
	Jeunesse (13 / 25 ans)
	Politique de la ville
<b>8<sup>ème</sup> Adjoint</b> <b>Catherine LESEIGNEUR</b>	Lutte contre les discriminations et l'exclusion
	État Civil, Gestion des cimetières, Recensement de la population

Par ailleurs, afin de m'assister, je donne délégation de fonctions et de signatures aux Conseillers Municipaux Délégués suivants, à compter de ce jour :

<b>Grégory LESEIGNEUR</b>	Gestion technique de la forge, des salles municipales et du matériel événements
<b>Hervé TOULLEC</b>	Relations internationales et jumelages

### **INFORMATIONS COMMUNIQUÉES**

**N° 19 04 07**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Maire et Adjointes - Indemnités**

**. Montant – Fixation**

Le Conseil Municipal autorise :

- à compter du 29 avril 2019, la fixation du montant de l'indemnité de fonction brute mensuelle du Maire à hauteur de 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique ;
- à compter du 29 avril 2019 dans le respect de l'enveloppe globale calculée sur la base de l'indemnité de huit Adjointes, multipliée par 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique : le versement des indemnités de fonctions brutes mensuelles aux Adjointes au Maire élus au cours des séances des 17 octobre 2015, 26 septembre 2016, 31 octobre 2016, 26 mars et 29 avril 2019 selon la répartition suivante :

<b>Bénéficiaires</b>	<b>Pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique</b>	<b>Montant brut élu(e)s au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> Pour information
<b>Maire</b> Christine MOREL	55 %	2 140,98 €
<b>ADJOINTS</b>		
<b>Enveloppe globale</b> 8 adjoints X 22 %	176 %	6 845,58 €
<b>Répartition</b>		
Sylvie BUREL	44 %	1 711,38 €
Yoann LEFRANC	1 %	38,93 €

Yvette ROMERO	20 %	777,90 €
Dominique BELLENGER	20 %	777,90 €
Michel TOULOUZAN	35 %	1 361,32 €
Michèle LEBESNE	20 %	777,90 €
Estelle BERNADI	1 %	38,93 €
Catherine LESEIGNEUR	35 %	1 361,32 €
<b>Total de l'enveloppe répartie</b>	<b>176 %</b>	<b>6 845,58 €</b>
<b>Total global des indemnités</b>	<b>231 %</b>	<b>8 986,56 €</b>

## **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

### **N° 19 04 08**

#### **VOEUX**

#### **Pour le maintien d'un réseau local des trésoreries**

##### **. Avis**

L'Association des Comptables Publics a souhaité interpeller, par un courrier, l'ensemble des Maires, des dispositions envisagées relatives au fonctionnement des Trésoreries Municipales.

Pour rappel, l'A.C.P. regroupe la grande majorité des comptables de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Elle est administrée exclusivement par des bénévoles. L'ACP n'est pas une organisation syndicale mais une association professionnelle. Constituée de praticiens, l'ACP est source de propositions, de simplifications de procédures et d'organisation des structures afin de faciliter le quotidien et d'améliorer la qualité des services qui sont rendus aux collectivités territoriales.

*Dans sa lettre aux Maires, l'A.C.P. indique : « Depuis quelques semaines, les Français ont débattu autour de quatre thèmes principaux : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'État et la démocratie, la citoyenneté. Dans ce débat, l'implantation des services publics dans les territoires, les attentes des citoyens en termes d'accès à ces services, la qualité du service rendu quel que soit le lieu de résidence ont figuré au premier plan.*

*Les comptables publics de la DGFIP, (Direction Générale des Finances Publiques) en dépit d'un resserrement du réseau largement engagé depuis une dizaine d'années, sont encore présents dans les territoires, où ils exercent leur métier au service des collectivités territoriales, ou à proximité des particuliers ou des entreprises redevables des impôts.*

*La DGFIP a décidé de réorganiser en profondeur son réseau territorial d'ici 2022. Elle vise une forte concentration des services en charge des impôts des professionnels et des particuliers.*

*La DGFIP entend également réaménager le traitement des opérations comptables des collectivités locales sur la base d'une distinction artificielle entre un back office et un front office. L'essentiel du travail actuellement réalisé dans des trésoreries en charge de la totalité des opérations de plusieurs collectivités (prise en charge et paiement des mandats, prise en charge et recouvrement des titres de recettes, suivi de la comptabilité, des régies,...) serait désormais confié à quelques services spécialisés peu à même de tenir compte des différences particularités locales.*

*Nos interlocuteurs habituels que sont les comptables publics des trésoreries pourraient être remplacés par des « conseillers locaux », ayant vocation à délivrer du conseil fiscal et financier, sans aucun pouvoir de décision.*

*La DGFIP affiche un objectif d'amélioration du service de proximité par un développement de « points de contact » dans lesquels le service pourrait être éphémère (maison de service au public, permanences ponctuelles ou itinérantes.....) alors qu'elle supprime dans le même temps ses propres structures locales ouvertes au public.*

*Déjà, l'article 63 de la Loi de finances pour 2019 a pour finalité, comme il est indiqué dans l'exposé des motifs, l'impossibilité de payer en espèces et de recevoir les fonds des usagers et des régisseurs dans les trésoreries. Ainsi, la DGFIP entend partager ses coûts de gestion (MSAP, permanences, agences comptables....) avec les collectivités locales.*

*Une réflexion plus large est ouverte sur la question de la responsabilité en matière de gestion des deniers publics. L'orientation actuelle privilégie une responsabilité financière des élus locaux en complément ou à la place de celle des comptables publics alors que le système en vigueur a fait ses preuves. Il permet de contrôler l'usage réglementaire des deniers publics sans entraver la liberté d'action des élus.*

*Ces projets seront présentés prochainement par les directions départementales ou régionales des finances publiques. La phase de concertation qui s'ouvre doit permettre de recueillir nos propositions. »*

De même, l'Association des Maires de France (AMF) vient d'exprimer ses plus vives inquiétudes quant à l'ouverture d'une phase d'expérimentation prévue par la Loi de finances 2019, visant à autoriser l'expérimentation d'agences comptables. Dans ce cadre, un agent comptable, qui peut être le comptable public de la DGFIP, pourrait être nommé et intégré dans les services financiers locaux. L'AMF s'inquiète d'une part du transfert de charges financières qui pourrait en résulter et d'autre part sur la remise en cause, à travers cette nouvelle organisation, de la séparation entre ordonnateur et comptable qui le décret d'application pourrait comporter.

L'AMF indique dans son communiqué : « *L'élargissement de cette expérimentation entraînerait la fermeture accélérée des trésoreries, illustration du retrait des services de l'Etat dans les territoires. Les centres de finances publiques de proximité, établissements de recouvrement mais aussi de conseil et de suivi auprès des collectivités et des contribuables, jouent un rôle essentiel notamment dans les territoires ruraux.*

*La disparition d'un service de proximité risque encore d'accentuer le sentiment de relégation et d'abandon des habitants de ces territoires. »*

Nous mesurons déjà, depuis quelques années, les impacts des réductions de postes au sein des services financiers de l'État qui se traduisent notamment par une dégradation de l'accueil du public ou par une transmission des informations financières aux communes de plus en plus tardives (Cf. Dotation d'État). Le réseau des trésoreries publiques structure notre territoire, il convient de le préserver.

Aussi, compte tenu de l'ensemble de ces évolutions envisagées par le Gouvernement, je vous propose de réaffirmer notre attachement à un service public financier de proximité, au maintien de la séparation entre les fonctions d'ordonnateur et de comptable.

Le Conseil Municipal :

- demande le maintien du fonctionnement actuel des Trésoreries Municipales qui garantit un travail de proximité et de conseils auprès des collectivités locales.
- demande le maintien de la séparation entre ordonnateurs et comptables garant d'une gestion comptable saine et transparente.
- autorise Madame le Maire à transmettre ce vœu à Madame la Sous-Préfète, à Monsieur le Député de la 8<sup>ème</sup> circonscription, à Mesdames et Messieurs les Sénateurs de Seine-Maritime, à toute institution ou personne pouvant appuyer la volonté de la Ville en la matière.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 09**

**INTERCOMMUNALITÉ**

**Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole**

**Fonds de concours 2015/2020**

**Marché dominical**

**. Sollicitation**

**. Convention - Signature – Autorisation**

Afin de soutenir les communes membres dans leur politique d'investissement et de l'activité économique dans l'agglomération havraise, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a décidé de poursuivre l'orientation de la Codah qui avait acté qu'une enveloppe de 30 millions d'euros soit allouée à un fonds de concours d'investissement en direction de ses communes membres, entre 2015 et 2020.

Par délibération en date du 25 juin 2015, le Conseil Communautaire de la Codah a fixé les critères et la répartition de ce fonds de concours entre les communes membres.

Le Conseil Municipal :

- sollicite le fonds de concours d'investissement de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole dans le cadre de la restructuration du marché dominical et de sa promotion au niveau de l'agglomération :
  - ➔ Acquisition d'un stand d'accueil et de différents mobiliers : un fonds de concours d'un montant de 1 916,22 € HT correspondant à 50 % du montant de l'opération estimée à 3 832,44 € HT,
  - ➔ Acquisition d'un matériel d'encaissement des droits de place et du logiciel de traitement : un fonds de concours d'un montant de 1 560,00 € HT correspondant à 50 % du montant de l'opération estimée à 3 120,00 € HT,Soit une aide totale estimée de 3 476,22 € HT.
- autorise la signature avec la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole de la convention d'attribution de ce fonds de concours dont l'objet est de définir les conditions de versement.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**



## **N° 19 04 10**

### **AMÉNAGEMENT URBAIN URBANISME ET TRAVAUX**

#### **Marché d'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux Entreprise CRAM**

##### **. Avenant n° 5 - Signature - Autorisation**

Par délibération du 3 novembre 2014, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché pour l'exploitation des installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement de l'air des bâtiments de la Ville, marché incluant la fourniture de gaz (P1), avec l'entreprise CRAM SAS sise 203 rue Demidoff, 76600 Le Havre, pour un montant estimatif annuel de 216 670,99 € HT, soit un coût total du marché de 2 581 231,62 € TTC, pour une durée totale de neuf ans et dix mois.

Par délibération du 26 février 2019, le Conseil Municipal a autorisé la signature de l'avenant n° 5 au contrat pour l'application d'une moins-value sur le site du gymnase René Cance, sur les postes P1 fourniture d'énergie et P2 entretien courant, durant la période de chauffe 2018/2019 pour un montant de -7 747,09 € HT soit -9 296,51 € TTC, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour une durée d'1 an. Or, il s'avère que le Bureau Veritas Exploitation, chargé de la gestion comptable et administrative du marché, n'a pas pris en compte le montant des parts fixes restantes sur le poste P1 pour un montant de 1 132,03 € HT.

Le Conseil Municipal :

- autorise l'annulation de la délibération N° 19 02 10 du Conseil Municipal du 26 février 2019.
- autorise la signature de l'avenant n° 5 au contrat pour l'application d'une moins-value sur les postes P1 fourniture d'énergie et P2 entretien courant, durant la période de chauffe 2018/2019 pour un montant de 6 615,06 € HT, soit -7 938,07 € TTC, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour une durée d'1 an.

Le nouveau montant du marché s'élève à 2 173 755,27 € HT, soit 2 589 030,76 € TTC.

### ***ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ***

## **N° 19 04 11**

### **AMÉNAGEMENT URBAIN ENVIRONNEMENT**

#### **"Côté Fleurs"**

##### **Concours 2019- Maisons et Appartements fleuris**

##### **. Règlement – Adoption**

Depuis de nombreuses années nous organisons un concours "Côté fleurs" contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des habitants de notre commune. Ce concours est doté de prix récompensant les lauréats. Les concurrents pourront s'inscrire soit en catégorie "Appartements Fleuris", soit en catégorie "Maisons Fleuries".

Le Conseil Municipal :

- autorise l'organisation du concours 2019 "Côté Fleurs : Maisons et Appartements fleuris".
- désigne Mesdames Christine MOREL, Sylvie BUREL, Yvette ROMERO et Isabelle PIMONT comme membres du jury.

- autorise le versement de prix récompensant les lauréats du concours pour une somme globale de 875 € selon le tableau ci-dessous :

	Catégorie Appartements fleuris	Catégorie Maisons fleuries
1 <sup>er</sup> prix	65,00 €	80,00 €
2 <sup>ème</sup> prix	50,00 €	65,00 €
3 <sup>ème</sup> prix	35,00 €	50,00 €
4 <sup>ème</sup> au 10 <sup>ème</sup> prix	20,00 €	35,00 €
Prix d'originalité	65,00 €	80,00 €

- adopte le règlement du concours 2019 "Coté Fleurs : Maisons et Appartements fleuris" annexé à la présente délibération.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

#### **N° 19 04 12**

#### **POPULATION ET VIE SOCIALE**

#### **AFFAIRES CULTURELLES**

#### **Salon des artistes ouvriers 2019**

#### **. Subvention - Attribution - Autorisation**

#### **. Prix Ville d'Harfleur - Attribution - Autorisation**

Depuis de nombreuses années, la Ville d'Harfleur est partenaire du "Salon des Artistes Ouvriers" organisé par l'Union des Syndicats CGT du Havre qui rassemble aussi bien des professionnels confirmés que des amateurs. Plus grand salon de Normandie, sa particularité réside surtout dans son accessibilité, puisqu'il constitue une réelle porte d'entrée pour des artistes qui peignent à exposer et à se faire connaître.

Le Conseil Municipal :

- autorise l'attribution d'une subvention de 230 € à l'Union des Syndicats CGT du Havre à l'occasion du 67<sup>ème</sup> Salon des Artistes Ouvriers qui se tiendra du 26 avril au 23 mai 2019.
- autorise l'attribution d'un prix Ville d'Harfleur 2019.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

#### **N° 19 04 13**

#### **POPULATION ET VIE SOCIALE**

#### **RESTAURATION**

#### **École Intercommunale du Goût et de l'Alimentation**

#### **. Subventions - Dépôt**

#### **. Conventions - Signature - Autorisation**

Les collectivités territoriales ont un rôle essentiel à jouer dans l'éducation à la santé des convives, au travers de l'information nutritionnelle et de l'éducation au goût, en particulier en restauration scolaire. En effet, apprendre à bien manger doit se faire dès le plus jeune âge pour éviter le développement des pathologies comme l'obésité, le diabète, les maladies cardio-vasculaires, l'ostéoporose, etc. Depuis 2010, nous avons signé plusieurs conventions annuelles avec la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la forêt (DRAAF), pour la création et la mise en

place d'une École du Goût et de l'Alimentation, intercommunale et intergénérationnelle. Cette école du goût a pour objectif de construire un projet permettant de transmettre aux populations ciblées (enfants, personnes âgées, personnes défavorisées et grand public), les valeurs associées à l'alimentation : le plaisir, la santé, la confiance, le partage et la convivialité, et ainsi faire évoluer leur perception de l'alimentation et leurs habitudes alimentaires, ainsi que l'image de la restauration collective qui touche toutes les tranches de population.

L'École du goût s'appuie concrètement sur un parcours pédagogique en plusieurs ateliers notamment d'éveil sensoriel, de cuisine, de parrainage avec les producteurs locaux, de potagers d'école et de jardinage, d'initiation aux équilibres nutritionnels et à la connaissance des enjeux entre le développement durable et l'alimentation. Il s'inscrit dans une démarche intergénérationnelle multi-public, multi-cible, fédératrice, et sur un déploiement territorial intercommunal à l'échelle du territoire.

Depuis neuf ans, ce sont plus de 2 250 élèves qui ont bénéficié de ce programme qui repose sur deux dispositifs, "Petites papilles et grands goûteurs" adapté aux enfants entre 5 et 7 ans et "classes du goût" pour les enfants de 8 à 10 ans, en lien avec les inspecteurs de l'éducation nationale.

Par ailleurs, notre École du goût et de l'alimentation est reconnue par l'Agence régionale de santé (ARS) comme un outil au service de la promotion de la santé et le changement des habitudes et comportements alimentaires. C'est pourquoi, l'ARS a souhaité pérenniser ses financements en nous proposant la signature d'une convention sur trois ans (2019 – 2020 – 2021).

Le Conseil Municipal :

- sollicite des subventions pour la campagne 2019 – 2020 de l'École du goût auprès des Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Culture et de la Communication, ainsi que tout autre financeur potentiel pour la réalisation de l'École Intercommunale du Goût et de l'Alimentation, et autorise la signature des conventions afférentes.
- sollicite le financement de la Direction Régionale de la Santé pour 3 ans (2019 – 2020 - 2021) permettant la pérennisation de cette École Intercommunale du goût et de l'Alimentation, et autorise la signature de la convention afférente.

## **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 14**

**POPULATION ET VIE SOCIALE**

**SPORT**

**Coupe du Monde Féminine de Football**

**. Places - Attribution - Autorisation**

**. Jeu Concours - Règlement - Adoption**

Du 7 juin au 7 juillet 2019, la France accueillera la Coupe du Monde de Football Féminine. Notre stade d'agglomération, le stade Océane, accueillera sept rencontres de cet événement sportif majeur, dont l'affiche entre la Suède et les États-Unis, en phase de poule, ainsi qu'un huitième et un quart de finale. Il nous a semblé que cet événement d'importance devait être l'occasion d'une participation populaire large et d'une mise en valeur du sport féminin trop souvent relégué à une place minime, voir même complètement ignoré.

Pour la Coupe du monde féminine, nous avons anticipé en 2018 l'achat de 26 packs, soit 104 places sur 4 matchs, pour un budget de 1 950 € TTC. De plus, nous proposons de retransmettre à la Forge, sur grand écran, 4 matchs se déroulant en dehors du Havre à partir des demi-finales.

Je vous propose que l'attribution des places pour les matchs se déroulant au stade Océane se fasse dans les conditions définies ci-dessous.

Les places acquises par la Ville concernent les matchs suivants :

- Vendredi 14 juin – 18h – Angleterre / Argentine
- Lundi 17 juin – 18h – Chine / Espagne
- Dimanche 23 juin – 21h - Huitième de Finale 1<sup>er</sup> groupe A - 3<sup>ème</sup> groupe C, D ou E
- Jeudi 27 juin – 21h - Quart de Finale

Les places seront attribuées uniquement à un public harfleuraux. Deux places par match sont dédiées aux élus accompagnateurs.

### Jeu Concours - Quiz

Un quiz comportant 5 questions sera organisé du 6 au 31 mai 2019 - 16 h.

Les participants devront répondre, soit sur le site internet de la Ville, soit par bulletin papier, à quatre questions, plus une subsidiaire.

33 places seront à gagner : 9 places pour le 17 juin, 12 places pour le 23 juin et 12 places pour le 27 juin.

### Animations

- **Lancer de ballon le 4 juin** avec l'Amicale Laïque d'Harfleur - Section Basket. 24 places seront à gagner pour le 14 juin.

Récompenses par catégorie :

3/6 ans : 6 places (3 pour les enfants, 3 pour les parents)

6/11 ans : 6 places (3 pour les enfants, 3 pour les parents)

12/15 ans : 6 places / 16/25 ans : 4 places / 25 ans et plus : 3 places.

- **« Action Foot » le 4 juin**, en direction des adolescents  
12 places à gagner pour le 17 juin  
10 places aux jeunes du club ados + 2 accompagnants Ville

- **UNSS COLLEGE P. Picasso**

Organisation, fin mai début juin, par l'U.N.S.S d'une action pour la mise en valeur du sport féminin et des valeurs sportives.

12 places seront à gagner pour le 23 juin

12 places pour le 27 juin

- **Mise en valeur des vitrines des commerçants**

Autour du thème : le Football Féminin, il sera demandé aux commerçants du Centre et de Beaulieu d'animer et décorer leurs vitrines, afin de mettre la Ville aux couleurs de la coupe du monde et de l'équipe de France.

3 places seront à gagner pour le 17 juin.

Par ailleurs, un travail de dessin est réalisé avec les enfants des accueils périscolaires afin de réaliser une banderole qui sera installée à la Forge dans le cadre de la retransmission des matchs.

## Le Conseil Municipal :

- autorise l'organisation du jeu-concours Quiz et adopte son règlement.
- autorise la répartition des places, acquises par la Ville pour les matchs de la Coupe du Monde féminine de football, se déroulant au stade Océane de la manière suivante :

Réservation places élus accompagnateurs : 8 places

Jeu Concours Quiz : 33 places

Lancer de ballon : 24 places

Action Foot : 12 places

Action UNSS : 24 places

Action vitrines commerçantes : 3 places

## **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

### **N° 19 04 15**

#### **POPULATION ET VIE SOCIALE**

#### **SPORT**

#### **Associations et Clubs sportifs**

#### **Subventions de fonctionnement**

#### **. Exercice 2019 – Attribution - Adoption**

Le Conseil Municipal vote, pour l'année 2019, les subventions de fonctionnement suivantes aux associations et clubs sportifs harfleurais :

Article	Fonction	Nom du bénéficiaire	Objet	Montant subvention 2019 Versement Unique
6574	415	A.S.H.B	Aide au fonctionnement	2 955,00 €
6574	415	Amicale Laïque d'Harfleur Centre	Aide au fonctionnement	1 173,00 €
6574	415	Harfleur Brasileiro Estilo	Aide au fonctionnement	132,00 €
6574	415	Société de Tir de la Région Havraise	Aide au fonctionnement	495,00 €
6574	415	Tennis Club d'Harfleur	Aide au fonctionnement	781,00 €
6574	415	Tonton's Rider	Aide au fonctionnement	199,00 €
6574	415	Club Omnisports Harfleurais Athlétisme	Aide au fonctionnement	860,00 €
6574	415	Country Road	Aide au fonctionnement	136,00 €
6574	415	Association Sportive du Collège Pablo Picasso (UNSS)	Aide au fonctionnement	220,00 €
<b>TOTAL SUBVENTIONS ACCORDÉES</b>				<b>6 951,00 €</b>

## **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 16****AFFAIRES GÉNÉRALES****FINANCES****Exercice 2019****Attributions de subventions n° 2****. Adoption**

Il est proposé au Conseil Municipal de voter les attributions de subventions aux associations et organismes suivants :

Article	Fonction	Nom du bénéficiaire	Objet	Versement	Montant annuel
6574	61	Comité des Fêtes et des Loisirs Personnes Agées d'Harfleur	Aide au fonctionnement	Unique	110,00 €
6574	522	Jusqu'à la Mort, Accompagner la Vie (Jalmav)	Aide au fonctionnement	Unique	80,00 €
6574	025	La Ligue des Droits de l'Homme	Aide au fonctionnement	Unique	80,00 €
6574	64	Les P'tites frimousses	Aide au fonctionnement	Unique	110,00 €
6574	025	Les voitures rétro d'Harfleur Beaulieu	Aide au fonctionnement	Unique	110,00 €
6574	33	Ombres et lumières	Aide au fonctionnement	Unique	160,00 €
6574	041	Construisons Ensemble	Aide exceptionnelle Projet Rollo	Unique	1 500,00 €
					<b>2 150,00 €</b>

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 17****AFFAIRES GÉNÉRALES****FINANCES****Société Audit Chorus Conseil****. Convention de recherche d'optimisation des programmes d'assurances de la Ville d'Harfleur - Signature - Autorisation**

Les contrats d'assurances suivants de la Ville arrivent à expiration le 31 décembre 2019 :

- Assurance Incendie - Divers dommages aux biens ;
- Assurance Responsabilité civile générale ;
- Assurance Flotte automobile ;
- Assurance Risques Statutaires ;
- Assurance Protection juridique générale ;
- Assurance Protection juridique pénale des agents territoriaux et des élus ;
- Assurance Dommages aux objets d'Art et/ou Expositions.

Aussi, pour assurer une mission d'optimisation des marchés d'assurances et d'accompagnement à l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres, et dans le cadre d'un groupement de commandes à intervenir entre la Ville d'Harfleur et Centre Communal d'Action Sociale pour la mise en concurrence desdits contrats d'assurances, je vous propose que nous fassions appel à la société Audit Chorus Conseil.

Le Conseil Municipal autorise la signature de la convention de recherche d'optimisation des programmes d'assurances avec la société Audit Chorus Conseil, sise 146 bureaux de la Colline 92213 Saint Cloud Cedex.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 18**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**FINANCES**

**Ville d'Harfleur / Centre Communal d'Action Sociale d'Harfleur**

**Groupement de commandes**

**. Convention constitutive - Signature - Autorisation**

Les marchés d'assurances de la Ville d'Harfleur et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) d'Harfleur arrivent à échéance le 31 décembre 2019. Aujourd'hui, la Ville d'Harfleur doit renouveler les contrats suivants avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : Incendie - Divers Dommages aux Biens, Responsabilité Civile Générale, Flotte automobile, Risques Statutaires, Protection Juridique Générale, Protection Juridique Pénale des Agents Territoriaux et des Élus et Dommages Aux Objets d'Art et/ou d'Expositions. Quant au C.C.A.S., il doit également renouveler les contrats suivants avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : Incendie Divers Dommages aux Biens et Responsabilité Civile Générale.

Au termes de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent constituer des groupements de commandes afin de simplifier les procédures de mise en concurrence, mutualiser leurs moyens et réaliser des économies d'échelle. C'est pourquoi, afin de constituer un groupement de commandes pour le renouvellement en commun de leurs marchés publics d'assurances, la Ville d'Harfleur et le C.C.A.S. se sont d'ores et déjà rapprochés.

A cet effet, une convention doit être signée entre la Ville d'Harfleur et le C.C.A.S. ayant pour objet :

- de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre la Ville d'Harfleur et le Centre Communal d'Action Sociale d'Harfleur pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés,
- de répartir entre les membres les diverses tâches nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution du marché susvisé,
- de définir les rapports et obligations de chaque membre.

Le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes concernant les marchés d'assurances à intervenir entre la Ville d'Harfleur et le Centre Communal d'Action Sociale d'Harfleur.
- d'approuver la désignation de la Ville d'Harfleur comme coordonnatrice du groupement.
- d'autoriser Madame le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 19**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**FINANCES**

**Taxe Locale sur la Publicité Extérieure**

**. Tarifs 2020 – Adoption**

Par délibérations des 27 juin et 19 décembre 2011, le Conseil Municipal a pris acte de la substitution de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (T.L.P.E.) à la Taxe sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) et a approuvé son application sur le territoire communal. Par ailleurs, le Conseil Municipal a fixé, par délibération du 23 avril 2018, les tarifs de TLPE applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le Conseil Municipal :

- prend acte, dans le cadre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, de la taxation des enseignes de plus de 7 m<sup>2</sup> et confirme l'exonération de droit des enseignes inférieures ou égales à 7 m<sup>2</sup>.
- décide de fixer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, le tarif de base au montant maximum, soit 16 €.
- adopte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 les tarifs par m<sup>2</sup> de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure comme suit :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré-enseignes			
			Dispositifs non numériques		Dispositifs numériques	
7 m <sup>2</sup> < S ≤ 12 m <sup>2</sup>	12 m <sup>2</sup> < S ≤ 50 m <sup>2</sup>	S > 50 m <sup>2</sup>	S ≤ 50 m <sup>2</sup>	S > 50 m <sup>2</sup>	S ≤ 50 m <sup>2</sup>	S > 50 m <sup>2</sup>
16,00 €	32,00 €	64,00 €	16,00 €	32,00 €	48,00 €	96,00 €

S = superficie

- autorise Madame le Maire ou son représentant à émettre les titres de recettes nécessaires à la perception de la Taxe locale sur la Publicité Extérieure.
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer tous actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 20**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**FINANCES**

**Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale 2018**

**Actions de développement social urbain**

**. Communication**

La Ville d'Harfleur a été éligible, au titre de l'année 2018, à la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU) pour un montant de 300 753 €. Cette dotation, composante de la DGF, a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

Le montant de la DSU des communes est déterminé par l'application d'un indice synthétique calculé en fonction de leur richesse et de leurs charges. Conformément à l'article L. 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport annuel retraçant l'utilisation de cette dotation doit faire l'objet d'une présentation devant le Conseil Municipal, au plus tard avant la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre qui suit la clôture de l'exercice au cours duquel la dotation a été versée. Ce rapport doit exposer les actions de développement social et urbain entreprises, et en décrire l'impact sur les budgets de fonctionnement.

Le Conseil Municipal décide de prendre acte des actions suivantes financées en partie par la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale dont a bénéficié la commune en 2018 :

	Montant
<b>Interventions sociales</b>	
<b>Politique de la Ville (part de la ville d'Harfleur)</b>	<b>44 407,07 €</b>
<b>Subvention au Centre Communal d'Action Sociale (dont mise en place d'ateliers participatifs)</b>	<b>201 869,79 €</b>



Subvention Enfance pour Tous (crèche collective et halte-garderie)	118 394,75 €
Subvention au Centre d'Expression Musicale (école de musique)	33 026,40 €
<b><u>Manifestations en direction de la population</u></b>	
Organisation de la Fête de la Scie	25 215,34 €
- Journée Accès à l'emploi pour les 12/25 ans - Journée Assos et Familles en Fête (juin 2018) - Marché de la Solidarité (décembre 2018)	6 461,49 €
<b><u>Aides au tissu associatif</u></b>	
Subventions de fonctionnement aux associations	138 878,04 €
<b>Total des actions mises en œuvre</b>	<b>568 252,88 €</b>

## **INFORMATIONS COMMUNIQUÉES**

### **N° 19 04 21**

#### **FINANCES**

##### **Ordre des Architectes**

##### **. Cotisation – Prise en charge - Autorisation**

Madame Claire ALAIN, Architecte DPLG et Directrice des Services Techniques, assure, dans le cadre de ses missions, la maîtrise d'œuvre des projets et travaux menés par la Ville. Pour effectuer les missions demandées par notre municipalité, Madame ALAIN doit être inscrite à l'Ordre des architectes en « mode d'exercice fonctionnaire ». Cette inscription ne lui permet de travailler que sur des projets municipaux à l'exclusion de tout projet d'ordre privé ou commercial. Madame Claire ALAIN est inscrite à l'Ordre des Architectes sous le n° 075191. Aussi, au regard de l'intérêt pour la collectivité de compter dans ses effectifs un cadre inscrit à l'Ordre des architectes, je vous propose de prendre en charge la cotisation annuelle de Madame Claire ALAIN.

Le Conseil Municipal :

- autorise la prise en charge de la cotisation auprès de l'Ordre des architectes, concernant Madame Claire ALAIN, Architecte DPLG et Directrice des Services Techniques de la Ville, d'un montant de 700,00 € TTC pour l'année 2019. Cette cotisation correspond au « mode d'exercice fonctionnaire ».
- autorise l'imputation à la section fonctionnement de cette dépense.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

### **N° 19 04 22**

#### **AFFAIRES GÉNÉRALES**

#### **FINANCES**

##### **Mise à disposition de moyens auprès de l'Association Nationale des Responsables de la Restauration Territoriale (AGORES)**

##### **. Convention - Signature – Autorisation**

Le Conseil Municipal autorise la signature de la convention de mise à disposition de moyens entre la Ville d'Harfleur et l'Association Nationale de la Restauration Territoriale (AGORES) dont le siège social est situé 62 avenue de France à Annecy, 74011, permettant de régler les dispositions administratives et financières d'une mise à disposition de moyens à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 pour une durée d'un an.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

N° 19 04 23

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**FINANCES**

**Centre Communal d'Action Sociale**

**Budget Principal et Budget Annexe Résidence des 104**

**. Compte Administratif 2018 - Communication**

Au cours de la réunion du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale du 11 avril 2019, les Comptes Administratifs 2018 du Budget Principal et du Budget Annexe de la Résidence des 104 de cet établissement public ont été adoptés. Aujourd'hui, il est proposé au Conseil Municipal de prendre connaissance de ces Comptes Administratifs qui font apparaître les résultats suivants :

**Budget Principal**

		Dépenses	Recettes
Réalisation de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	294 996,38 €	309 995,07 €
	Section d'investissement	300,00 €	462,31 €
Report de l'exercice N-1	Report de fonctionnement (002)	-	87 552,08 €
	Report d'investissement (001)	-	18,07 €
Total (réalisations + reports)		295 296,38 €	398 027,53 €
Restes à réaliser à reporter en N+1	Section de fonctionnement	-	-
	Section d'investissement	-	-
	Total restes à réaliser à reporter	-	-
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	294 996,38 €	397 547,15 €
	Section d'investissement	300,00 €	480,38 €
	Total cumulé	295 296,38 €	398 027,53 €

**Budget Annexe Résidence des 104**

		Dépenses	Recettes
Réalisation de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	356 761,82 €	418 104,95 €
	Section d'investissement	32 481,48 €	150 909,67 €
Report de l'exercice N-1	Report de fonctionnement (002)	-	59 171,87 €
	Report d'investissement (001)	35 548,70 €	-
Total (réalisations + reports)		417 206,21 €	549 616,84 €

Résultat cumulé	Section de fonctionnement	356 761,82 €	477 276,82 €
	Section d'investissement	68 030,18 €	150 909,67 €
	Total cumulé	424 792,00 €	628 186,49 €

## INFORMATIONS COMMUNIQUÉES

**N° 19 04 24**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**FINANCES**

**Centre Communal d'Action Sociale**

**Budget Principal et Budget Annexe Résidence des 104**

**. Budget Primitif 2019 - Communication**

Au cours de la réunion du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale du 11 avril 2019, les Budgets Primitifs 2019 du Budget Principal et du Budget Annexe de la Résidence des 104 ont été adoptés. Aujourd'hui, il est proposé au Conseil Municipal de prendre connaissance de ces budgets qui se décomposent ainsi :

### Budget Principal

#### Section d'investissement :

##### Dépenses :

Autres immobilisations financières - Prêts 10 000,00 €

<b>TOTAL</b>	<b>10 000,00 €</b>
--------------	--------------------

##### Recettes :

Résultat d'investissement reporté 180,38 €

Autres immobilisations financières - Prêts 2 000,00 €

Opérations d'ordre de transferts entre sections 12,32 €

Virement de la section de fonctionnement 7 807,30 €

<b>TOTAL</b>	<b>10 000,00 €</b>
--------------	--------------------

#### Section de fonctionnement :

##### Dépenses :

Charges à caractère général 146 220,00 €

Charges de personnel 89 000,00 €

Autres charges de gestion courante 117 200,00 €

Dépenses imprévues 9 894,83 €

Opérations d'ordre de transferts entre sections 12,32 €

Virement à la section d'investissement 7 807,30 €

<b>TOTAL</b>	<b>370 134,45 €</b>
--------------	---------------------

**Recettes :**

Produits des services, domaine et ventes diverses	23 100,00 €
Dotations et participations	242 783,68 €
<i>dont Ville d'Harfleur</i>	210 077,68 €
<i>dont Pour une Meilleure Réussite Éducative</i>	14 706,00 €
Produits exceptionnels	1 700,00 €
Résultat de fonctionnement reporté	102 550,77 €

<b>TOTAL</b>	<b>370 134,45 €</b>
--------------	---------------------

**Budget Annexe Résidence des 104****Section d'investissement :****Emploi :**

Remboursement des dettes financières	29 927,67 €
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	134 614,45 €

<b>TOTAL</b>	<b>164 542,12 €</b>
--------------	---------------------

**Ressources :**

Augmentation des fonds propres	154 609,86 €
Augmentation des dettes financières	5 000,00 €
Autres - Amortissements des immobilisations	4 932,26 €

<b>TOTAL</b>	<b>164 542,12 €</b>
--------------	---------------------

**Section de fonctionnement :****Dépenses :**

<b>Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante</b>	<b>144 596,74 €</b>
60 - Achats	139 896,74 €
62 - Autres services extérieurs	4 700,00 €
<b>Groupe II : Dépenses afférentes au personnel</b>	<b>180 000,00 €</b>
621 - Personnel extérieur à l'établissement	165 000,00 €
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 000,00 €
<b>Groupe III : Dépenses afférentes à la structure</b>	<b>155 242,26 €</b>
6135 - Locations mobilières	1 500,00 €
6152 - Entretien et réparations sur biens mobiliers	50 000,00 €
6156 - Maintenance	20 000,00 €
618 - Divers	19 500,00 €
635 - Autres impôts	48 500,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	8 310,00 €
66 - Charges financières	2 500,00 €
68 - Dotations aux amortissements	4 932,26 €

<b>TOTAL</b>	<b>479 839,00 €</b>
--------------	---------------------

**Recettes :**

<b>Groupe I : Produits de la tarification</b>	<b>398 700,00 €</b>
734 - Produits à la charge de l'utilisateur	398 700,00 €
<b>Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation</b>	<b>30 624,00 €</b>
74 - Subventions d'exploitation et participations	30 624,00 €
<b>002 Excédents de la section d'exploitation reporté</b>	<b>50 515,00 €</b>

<b>TOTAL</b>	<b>479 839,00 €</b>
--------------	---------------------

**INFORMATIONS COMMUNIQUÉES**

## **N° 19 04 24B**

### **AFFAIRES GÉNÉRALES SERVICE A LA POPULATION Agence Postale de Beaulieu Convention avec LA POSTE**

#### **. Résiliation – Signature - Autorisation**

Par délibération des 14 novembre 2005, 14 décembre 2009 et 14 novembre 2011, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur a autorisé la signature d'une convention avec LA POSTE afin de permettre l'ouverture d'une agence postale communale sur le quartier de Beaulieu, rattachée au bureau central d'Harfleur.

Considérant la demande fréquemment exprimée par des habitants d'une extension de l'amplitude horaire d'ouverture de l'agence postale,

Considérant la possibilité offerte par LA POSTE de créer un point RELAIS POSTE dans un commerce,

Considérant la volonté de la Ville de redynamiser la Place Guy de Maupassant, et d'accompagner les commerçants dans leurs projets et leur développement d'activités,

Considérant le flux de clients qu'un point RELAIS POSTE peut générer au niveau de la Place Guy de Maupassant et des retombées positives attendues pour l'ensemble des commerces de la place,

Considérant l'avis favorable des commerçants de la Place Guy de Maupassant à cette initiative,

Je vous propose de soutenir l'initiative d'ouverture d'un point RELAIS POSTE au niveau d'un commerce de la Place Guy de Maupassant. Cette initiative viendra conforter notre opération de « Cœur de quartier commerçant » inscrite à notre Budget 2019.

Le Conseil Municipal :

- émette un avis favorable à l'ouverture d'un point RELAIS POSTE au niveau de la Place Guy de Maupassant.
- autorise la résiliation, à compter du 25 juin 2019, de la convention signée le 30 novembre 2009 entre la Ville d'Harfleur et LA POSTE autorisant l'ouverture d'une agence postale communale sur le quartier de Beaulieu.

***ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ***

## **N° 19 04 25**

### **AFFAIRES GÉNÉRALES PERSONNEL**

#### **Tableau des effectifs**

#### **. Modification - Adoption**

Le Conseil Municipal autorise la modification suivante au tableau des effectifs : - En catégorie C, filière administrative :

- à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019, la création d'un poste d'adjoint administratif au Pôle Accueil Population, à temps complet.

Cadre d'emplois Grade	Nombre de postes au 28/04/2019	Modifications Conseil Municipal du 29/04/2019	Nombre de postes au 01/05/2019
Catégorie C Adjoint administratif à temps complet	7	+ 1	8

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

**N° 19 04 26**

**AFFAIRES GÉNÉRALES  
PERSONNEL**

**Association Profession Sport et Jeunesse 76**

**. Adhésion année scolaire 2019/2020 - Autorisation**

**. Conventions de mise à disposition - Signature - Autorisation**

Le Conseil Municipal :

- autorise le renouvellement de l'adhésion à l'association Profession Sport et Jeunesse 76, dont le siège social est situé 2 rue d'Alembert, 76140 Le Petit Quevilly, pour l'année scolaire 2019/2020, d'un montant de 36 € (valeur juin 2018).
- autorise la signature des conventions de mise à disposition avec l'association Profession Sport et Jeunesse 76, visant à la fourniture de prestation d'encadrement technique.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

L'ordre du jour est épuisé. Madame le Maire lève la séance à 20h00.

Madame le Maire certifie que la synthèse sommaire du Conseil Municipal du 29 avril 2019 a été affichée à la porte de la Mairie le 6 mai 2019.

**Christine MOREL**  
Maire,

